



UNITE DE GESTION DU PROJET

Id. du Projet : P180085 - CREDIT IDA n°7399-CM CREDIT A (SML)/ CREDIT IDA n°7400-CM CREDIT B (REGULAR)

Agence d'Exécution : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Nombre d'exemplaires : 05

Diffusion restreinte

MEMO DE SECURITE

ENQUÊTE PAR GRAPPES À INDICATEURS MULTIPLES DE 7^{ème} GÉNÉRATION (MICS7)

Valère NKOA MALA

Expert en Questions de Sécurité (EQS)

Destinataires :

CN/HISWACA	1/5
DG /INS	2/5
DO/HISWACA	3/5
UGP/HISWACA	4/5
BM (Info)	5/5

Février 2026

PREMIÈRE PARTIE : CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I- ANALYSE SECURITAIRE

Zone étudiée : Départements du Mayo-Tsanaga, du Lom et Djerem, du Mbéré.

Période d'analyse : Octobre 2025 – Janvier 2026

Horizon prospectif : 2026–2027

Date : 03 Février 2026

Les activités de recensement dans les camps de réfugiés sont conduites dans un environnement sécuritaire sensible. Toute activité de recensement dans ce contexte constitue une opération à fort enjeu sécuritaire, humanitaire et stratégique.

Le recensement doit impérativement respecter les principes de neutralité humanitaire, de protection des civils, de séparation des rôles entre forces de sécurité et acteurs humanitaires, ainsi que d'acceptabilité communautaire.

Sur le plan opérationnel, les forces de sécurité assurent une protection périphérique du camp et des axes d'accès, sans présence armée visible aux points de recensement. Les opérations doivent être conduites de jour, par phases courtes, avec des agents majoritairement issus des communautés réfugiées.

Sur le plan méthodologique, les questionnaires doivent être limités aux informations démographiques et humanitaires essentielles, en excluant toute donnée à caractère sécuritaire ou politique. La protection des données collectées constitue une mesure de sécurité à part entière.

Un recensement bien sécurisé et accepté contribue à la stabilisation du camp et à l'efficacité de l'action civilo-militaire, tandis qu'un recensement mal conduit peut devenir un facteur d'instabilité et de méfiance.

1.1. RESULTATS DE L'EVALUATION DES RISQUES DE SECURITE

L'enquête par grappes à indicateurs a pour cible les camps des réfugiés du territoire national. Il s'agira particulièrement de collecter des données auprès des ménages ordinaires. Plus spécifiquement, les équipes de cette enquête statistique devraient se rendre à :

- Camp MINAWAO, Mokolo, Département du Mayo Tsanaga, région de l'Extrême-Nord ;
- Camp Ngama, Djohong, département du Mbéré ; Région de l'Adamaoua ;
- Camp Bogop, Djohong, département du Mbéré ; Région de l'Adamaoua ;
- Camp Mbile Borringe, département de la Kadey, région de l'Est ;
- Camp Timangolo, KETE ; département de la Kadey, région de l'Est ;
- Camp Gadokadzere/Garoua Boulai , région de l'Est.

L'étude prend en compte l'environnement sécuritaire de chaque zone de déploiement (ZD) de l'enquête MICS. À cet effet, le résultat de l'analyse présente le département du Mayo Tsanaga, Région de l'Extrême-Nord connaît une sécurité dégradée et risque élevé.

Le département du Mbéré région de l'Adamaoua est à risque modéré, tandis que les départements de la Kadey, Lom et Djérem, région de l'Est sont à risque négligeable.

Le présent point de situation est une lecture opérationnelle de la situation sécuritaire de terrain (SITREP), et une analyse prospective utile à la planification des opérations d'accompagnement des équipes de terrain, dans un cadre interagence.

1.2. Niveaux d'alertes de sécurité

Tableau des alertes de sécurité et autorités compétentes

Niveau	Caractérisations	Niveau de responsabilité
Niveau 1	<ul style="list-style-type: none"> - Troubles à l'ordre public basse intensité, - Atteintes à la liberté, à l'intégrité physique, - Atteinte à la réputation, - Atteintes aux biens 	Autorités locales : Sous-Préfet, Procureur de la République Commandant de compagnie de gendarmerie Maire, Commandant de la brigade de gendarmerie, Commissaire de Police
Niveau 2	<ul style="list-style-type: none"> - Émeutes avec dégradation des biens, - Atteintes aux libertés fondamentales, - Violences basées sur le genre, - Trafic des êtres humains et drogues. 	Autorités régionales : Gouverneur de région, Préfet, Procureur Général Commandant de légion de gendarmerie, Délégué Régional à la Sureté Nationale
Niveau 3	<ul style="list-style-type: none"> - Violences généralisées et graves, - Insurrection généralisée. 	Autorités nationales : MINAT, MINDEF, MINJUSTICE

1.3. Synthèse de l'analyse des risques par région

1.3.1. Région de l'Adamaoua

La région de l'Adamaoua (RAD) se caractérise par la persistance du banditisme rural, (le phénomène des coupeurs de route (CDR, les tensions pastorales transhumantes, la contrebande transfrontalière et les risques de débordement depuis des foyers régionaux, l'étude se fait focus sur le département du Mbéré, ZD de l'enquête).

➤ Menaces prioritaires

- 1- Coupeurs de route : attaques opportunistes entre les véhicules et petits-convois, embuscades a priori ;
- 2- Vol de bétail, tensions pastorales, conflits durant les saisons sèches et vertes,
- 3- Contre bande et Réseau Criminels : facilitation logistique pour les attaques.
- 4- Spill-over régional des risques djihadistes.

➤ Axes dangereux

- 1- Ngaoundéré –Meiganga
- 2- Ngaoundéré-Tibati
- 3- Ngaoundéré- Banyo
- 4- Meiganga-Ngaoui-frontière RCA
- 5- Meiganga-Ngaoundéré –Tibati (les jours des grands marchés).

➤ Fiche de contacts des personnes ressources

- 1- Autorités administratives ;
- 2- Forces de sécurité locales ;
- 3- Chefs traditionnelles ;
- 4- Leaders religieux ;
- 5- Syndicats des transporteurs et leaders des jeunes ;
- 6- Directeurs de centres de santé (publics et privés) ;
- 7- Points privés (garages, stations à essence, hôtel, restaurants)

➤ **Prospective dans les 06 à 12 mois.**

Zone tampon et de transit, la région de l'Adamaoua est globalement stable. Pas de menaces insurrectionnelles organisées en perspective, mais des menaces criminelles et communautaires persistantes avec des risques de dégradations localisées. Le phénomène des coupeurs de routes (CDR) reste élevé sur les axes secondaires du fait d'un faible contrôle territorial. Des violences probables pendant la période de transhumance et une insécurité urbaine modérée sont à prendre en compte. Sur tout un autre plan, la région de l'Adamaoua constitue une zone de repli et de ravitaillement des groupes armés non-étatiques (GANES), ce qui la place sous surveillance orange pour des activités statistiques.

1.3.2. La région de l'Est

La région de l'Est constitue aujourd'hui l'un des espaces les plus sensibles du Cameroun en matière de sécurité du fait de la criminalité armée transfrontalière, l'orpillage clandestin et l'économie criminelle, la forte pression humanitaire liée aux réfugiés en provenance de la RCA et la couverture sécuritaire relative due aux vastes zones rurales et forestières, au faible taux d'habitants/km². Les départements de la Kadey et du Lom et Djerem concentrent les risques les plus élevés, avec des dynamiques parfois proches de celles de l'Extrême-Nord, mais dans un contexte forestier et minier.

➤ **Typologie des menaces**

Menaces de niveau élevé	
A- Banditisme	<ul style="list-style-type: none"> - Attaques de véhicules civils et commerciaux ; - Vols à main armée ; - Enlèvements courts <p><u>Axes dangereux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Batouri-Kentzou - Bertoua-Garoua-Boulai
B- Groupes armés non étatiques opérant depuis la RCA	<ul style="list-style-type: none"> * Eléments résiduels des groupes armés de RCA * Usage opportuniste de la frontière (Replitactique, trafic, RAV, intimidation)

	* Violences contre les civils
C- Orpaillage clandestin et conflits armés locaux	* Prolifération d'armes légères d'infanterie (guerre) * Violence intercommunautaire * Rackets
Menaces de niveau Moyen	
D- Conflits agropastoraux	* Accès à la terre et aux points d'eau ; * Instrumentalisation par acteurs armés/criminels * Criminalité diffuse (vol, agressions nocturnes, gangs locaux)

➤ Analyse par département

A- Département de la Kadey

La Kadey dont le chef-lieu est Batouri est du fait de sa proximité avec la RCA, exposée à des risques spécifiques.

- La porosité de la frontière avec la RCA qui facilite la circulation des ban, des criminelles et des matériels prohibés, la forte concentration des sites miniers artisanaux, des axes routiers longs, dégradés et peu contrôlés.
- Zones critiques : elles sont caractérisées des axes routiers Batouri-Kentzou - frontière RCA ; Batouri-Niette ; les zones minières isolées bénéficiant de la couverture naturelle des vastes forêts tropicales et des rivières importantes.
- Dynamiques observées : La criminalité est organisée autour de l'or. La faible géolocalisation et la pauvreté ambiante autour de leur recrutement local par incitation économique en violation de la légalité qui encadre la main d'œuvre.

Le niveau du risque global est élevé, l'exposition des enquêteurs aussi (risque de confusion, racket, risques liés aux déplacements, aux maladies hydriques).

B- Département du Lom et Djerem

Le département du Lom et Djerem a pour chef-lieu Bertoua, siège des institutions de la région de l'Est.

L'Est, un hub logistique avec les marchés et routes, ce qui justifie une présence importante des réfugiés et des déplacés internes. Sa partie rurale plongée dans les zones forestières difficiles à couvrir.

- Zones critiques : elles sont constituées des axes routiers Bertoua-Garoua-Boulaï, Bertoua-Ngoura, avec les périphéries urbaines et des zones forestières importantes
- Dynamique observées : d'un niveau d'alerte de sécurité MOYEN, on y identifie les vols armés, les rackets routiers, des tensions sociales liées à la pression démographiques, les risques d'attaques ciblées. Les risques d'attaques sur les axes routiers secondaires sont très élevés.

Les indicateurs d'alerte précoce sont la multiplication des check-points illégaux, l'arrivée soudaine des hommes armés en zones minières, la hausse des vols de motos et carburants, les déplacements massifs des civils hors des villages, la persistance des rumeurs des groupes armés.

1.3.3. Région de l'Extrême-Nord

Entre octobre 2025 et janvier 2026, la dynamique sécuritaire cette région et plus particulièrement dans le Mayo-Tsanaga a été marquée par une recrudescence des attaques en octobre et novembre 2025, suivie d'un repli tactique des groupes armés non étatiques. Les actions observées relèvent principalement d'une stratégie d'usure : incursions nocturnes, pressions psychologiques sur les populations civiles, attaques opportunistes et enlèvements ciblés. Les impacts de cette insécurité sont multiples. Sur le plan humain, les déplacements internes prolongés réduisent la résilience communautaire. Sur le plan opérationnel, l'insécurité limite la liberté de mouvement, affaiblit la présence administrative et complique la coordination civilo-militaire. Sur le plan stratégique, elle favorise l'enracinement d'une instabilité chronique.

➤ **Matrice des risques sécuritaires**

Risque stratégique	Probabilité	Impact	Niveau	Effets sur la manœuvre
Reprise d'attaques armées	Élevée	Critique	Très élevé	Restriction de la manœuvre
Insécurité chronique rurale	Très élevée	Élevé	Très élevé	Usure des forces
Enlèvements ciblés	Élevée	Élevé	Élevé	Pression psychologique
Déplacements prolongés	Très élevée	Élevé	Très élevé	Déstabilisation territoriale

➤ **Analyse prospective 2026–2027**

Trois scénarios se dégagent pour la période 2026–2027. Le scénario central demeure celui d'une instabilité chronique contrôlée, avec des pics saisonniers de violence. Le scénario pessimiste verrait une intensification régionale des attaques, tandis que le scénario optimiste, conditionnel, supposerait une stabilisation localisée fondée sur une action intégrée sécurité–gouvernance–développement.

➤ **RISK SCREENING FOR PROJECTS**

Catégorie	Description du risque	Niveau	Mesures de mitigation
Sécuritaire	Attaques armées et entraves à l'accès	Élevé	Planification sécuritaire
Opérationnel	Suspension des activités terrain	Élevé	Phasage adaptatif
Social	Tensions civilo-militaires	Moyen	Dialogue communautaire
Institutionnel	Capacités locales limitées	Moyen	Renforcement des capacités

DEUXIEME PARTIE : IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE SUR LES ACTIVITÉS STATISTIQUES DE TERRAIN ET MESURES DE MITIGATION

A- ENJEUX STRATÉGIQUES

Au Cameroun, les activités statistiques de terrain constituent des opérations sensibles en environnement instable. La collecte de données devient un enjeu stratégique, mobilisant des personnels souvent assimilés à des agents de l'État, exposés à des risques sécuritaires élevés.

B- IMPACTS OPÉRATIONNELS ET MÉTHODOLOGIQUES

L'insécurité affecte directement la sécurité du personnel, la couverture territoriale, la qualité des données et la planification des opérations. Les zones les plus exposées sont souvent inaccessibles, générant des biais de couverture et une dégradation de la fiabilité statistique.

C- RISQUES PRINCIPAUX

Les principaux risques identifiés sont les attaques ou enlèvements d'agents, l'accès limité au terrain, les biais de réponse et la perte de crédibilité institutionnelle des résultats produits. Les risques liés aux phases de l'activité de collecte sont les suivants :

- **Déplacements** : accidents de la voie publique, blessures, Check-point des groupes armés non étatiques (GANE), blocage des routes par les manifestants
- **Alimentation** : intoxication alimentaire, maladies hydriques.
- **Hébergement** : conflits avec famille d'accueil, considérations culturelles ; inadéquation du lieu d'hébergement ;
- **Regroupement** : maladies contagieuses, incompatibilité d'humeur ;
- **Collectes mobiles** : Refus ou rejet de l'activité par les cibles, morsures d'animaux ;

D- MESURES DE MITIGATION

Les mesures recommandées incluent un risk screening sécuritaire dès la conception, le recours à des agents locaux, l'adaptation méthodologique (enquêtes alternatives), des protocoles de suspension immédiate et une coordination étroite avec les autorités locales.

L'objectif principal de ces mesures est d'éviter l'exposition des équipes de collecte aux dangers :

- **Collecte en Zone Rouge** : Afin de minimiser l'exposition des équipes, le déploiement classique des équipes de collecte n'es pas envisagé : aussi est-il vivement recommandé de privilégier le recensement hybride basé sur l'imagerie sécuritaire ;
- **Collecte en Zone Orange** : Le séjour prolongé et la multiplication des déplacements des agents de collecte en zone orange constituent une vulnérabilité majeure. Il est pour ce fait recommandé la technique du sweeping qui consiste à administrer rapidement quelques questions essentielles et quitter rapidement la zone. L'on pourrait aussi procéder à la collecte des données auprès des chefs de villages ou de communautés et restreindre les mouvements. La surveillance discrète et le soutien des Forces de Sécurité n'est pas à exclure.
- **Zones Jaune et verte**: Déploiement classique des équipes de collecte sous la surveillance discrète des Forces de Sécurité.

TROISIEME PARTIE : CONDUITE DES ACTIVITÉS DE RECENSEMENT DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

I- CHECK-LIST OPÉRATIONNELLE POUR UN RECENSEMENT EN CAMP DE RÉFUGIÉS

La présente annexe constitue un outil opérationnel d'aide à la décision et à la planification pour la conduite d'activités de recensement dans des camps de réfugiés situés en environnement sécuritaire sensible. Elle est conçue pour un usage conjoint par les autorités civiles, les forces de sécurité et les acteurs humanitaires, dans le respect des principes humanitaires et des impératifs de protection des civils.

3.1. Phase de préparation stratégique

- Analyse sécuritaire préalable du camp et de son environnement immédiat
- Coordination avec autorités administratives, sécuritaires et acteurs humanitaires
- Cartographie des zones sûres, sensibles et à accès restreint
- Définition claire des objectifs du recensement et de l'usage des données
- Élaboration d'un plan de contingence et de protocoles de suspension

3.2. Phase opérationnelle (terrain)

- Recrutement prioritaire d'agents issus des communautés réfugiées
- Formation spécifique des agents (sécurité, communication sensible, protection des données)
- Organisation du recensement en points fixes, horaires strictement diurnes
- Absence de forces armées visibles aux points de recensement
- Présence sécuritaire discrète et périphérique du camp
- Mécanisme d'alerte rapide et procédure d'évacuation
- Mise en œuvre des mécanismes de recensement hybrides dans les zones rouge et orange

3.3. Phase méthodologique et gestion des données

- Questionnaire limité aux données démographiques et humanitaires essentielles
- Anonymisation et codification des données personnelles

- Documentation systématique des refus, absences et zones non couvertes
- Sécurisation physique et numérique des supports de collecte
- Accès strictement restreint aux bases de données

3.4. Phase post-recensement

- Communication transparente des résultats agrégés aux communautés
- Évaluation sécuritaire post-opération
- Archivage sécurisé et contrôlé des données
- Retour d'expérience (RETEX)

3.5. Protocoles de sécurité et de protection des données

Cette annexe harmonise les exigences minimales de sécurité et de protection des données applicables aux opérations statistiques en environnement sensible.

- Principe de minimisation des données collectées ;
- Chiffrement et stockage sécurisé des supports numériques ;
- Contrôle strict des accès aux bases de données ;
- Anonymisation avant toute analyse ou diffusion ;
- Interdiction du partage nominatif avec des acteurs non autorisés ;
- Procédures de destruction sécurisée après usage réglementaire.

CONCLUSION

La maîtrise de l'environnement informationnel, humain et territorial apparaît déterminante. Les activités statistiques, longtemps considérées comme secondaires, constituent désormais un levier stratégique d'aide à la décision. Leur conduite en environnement instable exige une articulation étroite entre exigences sécuritaires, rigueur méthodologique et acceptabilité sociale.

En définitive, dans la région de l'Extrême-Nord, le Mayo-Tsanaga constitue un challenge pour les opérations de terrain. Les opérations statistiques dans le Mayo-Tsanaga restent possibles, mais doivent être conduites selon une approche pragmatique, sécurisée et adaptée au contexte, privilégiant la robustesse décisionnelle à l'exhaustivité.

Dans la région de l'Adamaoua, le baseline est la persistance de petites attaques criminelles des coupeurs de route (CDR) qui entraîne toujours une réponse ponctuelle des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), une situation globalement instable mais sans risque de rupture du dispositif de sécurité.

Il est tout de même à redouter un transbordement des activités djihadistes, le retrait des alliés sous régionaux (CEMAC), ce qui fragiliserait la coordination des forces et pourrait entraîner la dégradation régionale.

Dans la région de l'Est enfin, d'alerte sécuritaire navigue entre le niveau MOYEN et le niveau ELEVE, en fonction de la zone, avec un risque de sécurité chronique dans la Kadey et une pression continue sur le Lom et Djerem. Le scénario d'une sécurité dégradée reposerait sur un reflux des groupes armés de RCA vers la Kadey, des violeurs intercommunautaires autour des sites miniers et des menaces accrues sur les axes logistiques.

Toutefois, l'amélioration de la considération de la réponse des forces institutionnelles constitue un élément de pondération déterminant à la maîtrise de risques et menaces qui pourraient peser sur l'enquête MICS7.

Il conviendrait au final de relever à l'avantage de l'enquête MICS7 que tous les camps des réfugiés sont sous protections serrée des forces de défense et de sécurité./-